
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. CLXXXI.

Du Dimanche 10 Janvier 1790.

LA lecture du procès-verbal de la séance de la veille a donné lieu à quelques débats sur l'article concernant les magistrats de la chambre des vacations du parlement de Rennes.

Un curé a demandé qu'il y fût fait mention du discours injurieux prononcé par le président de la Houffaye, après celui qu'il avoit déjà lu & déposé ensuite sur le bureau.

M. Rabaud de Saint-Etienne insistoit sur la même demande. Il vouloit qu'il constatât par le procès-verbal, que ce magistrat avoit dit, « que les circonstances actuelles l'honoroient ainsi que ses vertueux collègues, que l'histoire conserveroit le souvenir de leur courage, & qu'un jour les Bretons désabusés les rétabliroient conservateurs de leurs droits.

M. Barère de Vieusac a observé que cette partie du discours de M. de la Houffaye n'avoit pas été remise sur le bureau, & que l'orateur avoit lui-même fait justice de cette partie de son opinion en ne la joignant pas au discours déposé; qu'ainsi il suffisoit de dire que cette partie du discours n'avoit pas été remise.

Tome V.

H h

M. Bouche a réclamé plusieurs fois avec force qu'il fût fait mention des propos respectueux tenus par ce magistrat devant l'assemblée nationale. On est allé aux voix , & il a été décidé que le procès-verbal demeurerait tel qu'il étoit rédigé.

M. de Puzi a demandé qu'on s'occupât de décréter seulement trois articles qu'il avoit proposés.

Nous allons faire l'analyse du rapport qui les a précédés.

M. Bureau de Puzi a commencé par rendre compte des règles que le comité de constitution avoit suivies dans la division du royaume , quoique des circonstances particulières & des localités eussent commandé des exceptions ; le comité a pensé , a-t-il dit , que le bonheur des peuples étant dans le but de la nouvelle division du royaume , il falloit d'abord assurer le succès de cette opération.

C'est une grande & sublime idée d'établir une nouvelle division d'un royaume dégagé de privilèges ; mais ce qui doit étonner davantage , c'est d'y être parvenu au milieu des préjugés , des préventions , des habitudes , des inconvéniens , des rivalités & des prétentions.

Il faudroit connoître combien d'écueils , de difficultés , de germes de dissension présentait le choc de tant de passions opposées , & tant d'espérances trompées , pour sentir le prix du travail des commissaires qui sont parvenus à concilier presque tous les intérêts ; le comité a considéré que moins les anciennes habitudes , moins les relations actuelles éprouveroient de changement , plus il y auroit de motifs à la confiance ; il a pensé que la nouvelle division du royaume , destinée à simplifier l'administration de toutes les provinces , devoit offrir à l'esprit l'idée d'un partage égal , fraternel , utile sous tous les rapports , & jamais l'idée d'un déchirement du corps politique , & qu'ainsi les an-

ciennes limites des provinces devoient être respectées toutes les fois qu'il n'y auroit pas utilité réelle ou nécessité évidente de les détruire. Il a pensé qu'il falloit commencer la nouvelle division du royaume par les frontières, pour faciliter les échanges.

La Provence s'est divisée en trois départemens.

La Principauté d'Orange propose de former un district d'un des départemens voisins qu'elle choisira.

Le Dauphiné voit ses députés partagés sur la division; les uns veulent trois départemens, & les autres un seul. Le comité a embrassé l'opinion d'en faire trois.

La Bresse, le Bugei & le pays de Gex forment naturellement un département, quoiqu'un peu foible dans sa superficie.

La Franche-Comté étoit divisée, de l'aveu des députés, lorsque deux envoyés de Besançon ont demandé d'autres arrangemens; cette affaire doit être rapportée & jugée.

La division de l'Alsace en deux départemens d'environ 250 lieues chacun, est commandée impérieusement par des circonstances locales.

La Lorraine, les Evêchés & le Barrois se sont divisés en quatre départemens. Il y avoit une contestation pour savoir si la Lorraine allemande seroit toute seule dans un département. Le comité, sur le rapport des parties intéressées, a décidé provisoirement qu'elle seroit partagée. La grande majorité des députés de ces provinces approuve les décisions du comité.

Les principautés de Sedan, Mouzon, Carignan, les villes de Givet, Charlemond, de Mariembourg & de Philippeville, ainsi que leurs territoires réunis à la Champagne, forment quatre départemens.

La Flandre, le Brabant, le Hainaut & l'Artois, ang-

H h 2

mentés par quelques cessions de la Picardie , forment deux départemens.

Le Soissonnois & la Picardie , à l'exception de ce qui est cédé à l'Artois , forment cinq départemens conformes au décret, sauf celui affecté à Versailles , qui , quoique foible en superficie , a un grand nombre de villes , & une excessive population.

Quant à Paris , qui semble devoir être mis hors de ligne , le comité a pensé que cette ville immense , ne pouvant jamais considérer un département , dont elle feroit partie comme une ressource pour ses besoins , méritoit , par son étendue , sa population & ses richesses , de faire à lui seul un département que cette juste exception convenoit à cette capitale. Nous ne rapporterons pas toutes les autres considérations d'ordre public & d'utilité politique qui ont porté le comité à borner le département de Paris à Paris lui-même , accompagné d'une banlieue assez étendue pour renfermer tous les établissemens nécessaires aux besoins journaliers de cette ville.

La division en trois départemens , proposée par le comité aux députés du Poitou , a été acceptée.

Le Maine , l'Anjou & la Touraine forment quatre beaux départemens.

La ville de la Charité forme l'objet d'une contestation , jugée provisoirement en faveur du Nivernois , qui , réunie à quelques portions du Berri situées au delà de la rive droite de la Loire , forment un département.

L'Orléanois , le Blaisois & le pays Chartrain avec le Thimerais , forment trois départemens ; il n'y a de contestation que sur la ville de Beaujency , réclamée par les départemens de l'Orléanois & du Blaisois.

Un des plus beaux départemens du royaume , est celui de l'Auxerrois , joint à une partie du Sénonnois , & à quel-

ques débris de l'Orléanois. La ville de Sens a en la liberté de choisir , & s'y est réunie.

Quant à la Bourgogne, il y a des difficultés dont il fera rendu compte par le comité.

Quant au pays d'Aunis & de la Rochelle, qui , pour des considérations commerciales , vouloient faire un département isolé, quoique n'ayant qu'un tiers de la superficie exigée , le comité l'a provisoirement réunie à une partie de la Saintonge pour un département.

L'Angoumois , au moyen d'une petite cession de la Saintonge & du Poitou , a un département formé.

Le terrain entre l'Océan depuis l'embouchure de la Garonne jusqu'à celle de Ladour & la Basse-Navarre , le Béarn, le Bigorre, le Nébouzan, le Languedoc , le Quercy , le Périgord & l'Angoumois, est une des superficies dont la division a présenté le plus de difficultés; trois différens projets n'ont pu réunir les différentes opinions. Le comité s'est arrêté à un système de division qui lui paroît détruire le moins de convenances possibles; il partage le pays indiqué en cinq départemens.

Le premier renferme le Bordelois; le second est composé du Bazalois & des grandes Landes; le troisième comprend l'Agenois & le Condommois; le quatrième l'Armagnac , le cinquième réunit le pays de Marfan à la Chalosse , sans quelques portions des limites communes à cette province & au Béarn , sur lesquelles on s'arrangera à l'amiable.

Les Pyrénées , qui d'abord avoient paru présenter les plus grands obstacles, n'offrent plus qu'une difficulté : les députés de la Basse-Navarre , du Labour & de la Soule demandent à former un département isolé qui ne seroit que d'environ 140 lieues.

Le Béarn , au contraire, qui en a deux cents, de-

mande, en vertu des décrets, la réunion du territoire nécessaire à la formation de son département; il oppose aux Basques, qu'ils ont été constamment soumis, ainsi que le Béarn, au même évêque, au même tribunal, & à la même administration: cette question sera portée à la décision de l'assemblée, qui éclaircira l'incertitude sur le nombre précis des départemens du royaume.

Le Bigorre & les quatre Vallées forment, par leur réunion, un département de 260 lieux; mais les circonstances locales ne permettent pas de lui donner plus d'étendue.

Le Conserans, le Nébusan, & le pays de Foix, sont réunis dans un seul département d'une étendue suffisante.

Le Roussillon, agrandi par une petite cession du Languedoc, a un département de 200 lieux qui ne peut être agrandi.

Le Languedoc, diminué de quelques cessions qu'il a faites au pays de Foix & au Roussillon, du Vélai réuni à l'Auvergne, augmenté du Cominges & de quelques portions de l'Armagnac & du Querci, est divisé en sept départemens, la plupart un peu foibles, mais d'où résulte l'accord d'une grande province.

Le Rouergue & le Querci forment chacun un département sans sortir de leurs limites.

L'Auvergne & le Vélai forment trois départemens, à quelques difficultés près.

La fixation de département Bourbonnois a été retardé par le projet de la ville de Mont-Luçon, que le comité regarde comme impraticable.

La Marche, le Limousin, & le d'Ozal, forment trois départemens, dont les limites sont à-peu-près convenues.

Le Périgord en forme un autre.

La réunion du Lionnois, du Beaujolois & du Forez, en

un département de 360 lieues, présente des difficultés à lever.

Enfin, la Corse peuplée d'environ 50 mille ames sur une surface de plus de 500 lieues, mais coupée par de hautes montagnes, infectée par des marais qui rendent plusieurs cantons inhabitables, n'a paru susceptible que de faire un département.

La Bretagne, divisée d'abord en cinq départemens, a éprouvé quelques difficultés par la demande de la ville de Saint-Malo. Le comité n'a pas pris de détermination pour savoir s'il fera cinq ou six départemens dans cette province.

La division en cinq départemens de la Normandie & du Perche réunis, étoit arrêtée & signée lorsque la ville de Lisieux a fait une réclamation; mais le comité a pensé que le premier partage de la Normandie étoit le seul admissible.

Tel est le point auquel se trouve cette opération importante.

Le comité a demandé à l'assemblée de décider, 1°. de décréter qu'à compter d'aujourd'hui 9 jusqu'au 13 janvier inclusivement, les députés intéressés à chaque département, seront tenus de produire au comité de constitution le tableau énonciatif de leurs limites respectives, arrêté & signé de tous, faute de quoi autoriser le comité à les tracer & à les proposer lui-même. 2°. D'arrêter encore, qu'à dater de lundi, il sera accordé chaque jour au comité de constitution une heure fixe à chaque séance, pour faire le rapport des objets contentieux ou le tableau des départemens terminé dans diverses divisions, pour les décréter successivement. 3°. De décréter que les députés de chaque département soient tenus de se pourvoir de deux exemplaires de la topographie de leur département, composée des feuilles de la carte de l'académie, collées sur toile &c

d'une seule pièce, afin que de ces deux exemplaires, sur lesquels seront exprimées semblablement les limites du département, celles des districts & des cantons, & qui seront signées par les députés & par les membres du comité de constitution, & commissaires adjoints, l'un reste au dépôt aux archives nationales, & l'autre soit remis aux archives du département auquel il appartient.

Ce rapport de M. de Puzy est propre à faire avorter les coupables espérances de ceux qui voyoient le germe des dissensions ou de l'anarchie dans ce beau plan de la division du royaume, puisque de toutes les questions litigieuses, il n'y en a que quatre qui tiennent au système général de la division de la France; les autres n'intéressent que quelques localités des départemens. Plusieurs sont déjà sous-divisées en district, d'autres vont l'être, & cette sous-division va s'exécuter avec célérité. C'est d'après ces détails consolans que M. de Puzy a terminé ainsi son rapport : « Bientôt vous verrez exécuter le projet qui doit assurer la constitution, & préparer la régénération de l'état, entreprise unique, & dont le succès caractérisera aux yeux de la postérité le génie fier & hardi, le caractère facile & doux d'un peuple qui a osé surmonter tous ses préjugés, briser toutes ses habitudes, renverser des institutions barbares, mais consolidées par quatorze siècles d'existence, & leur substituer des loix sages, justes, humaines, qui rendront bientôt la force & l'énergie de la jeunesse à une nation qui touchoit à la décrépitude ».

Les trois articles proposés par M. de Puzy, & qui viennent d'être rapportés plus haut, ont été décrétés unanimement; on a mis à la discussion l'affaire de Rennes.

On a vu que parmi les cours de justice, le parlement de Rennes est le seul qui a persisté à ne pas modifier ses prétentions sur les principes salutaires dont la France libre

retentit depuis six mois. Quand toutes les théories ont changé autour de ces corps antiques, comment ne changeroient-ils pas aussi de langage ? Les parlemens voudroient-ils donc conserver une immobilité à laquelle les couronnes & les nations elles-mêmes ne peuvent prétendre ?

Avant la révolution, loin de défendre le combat des sentimens, la loi le permettoit ; l'intérêt des ordres alors existant le desiroit ; la vérité même le commandoit, puisqu'elle n'est souvent que le prix du combat ; mais quand une révolution est faite, quand la réunion & la fusion des ordres est opérée, quand la suprématie du peuple est reconnue, une soumission respectueuse doit succéder à cette contrariété d'opinions ; l'avis du plus grand nombre des citoyens devient le sentiment de tous ; & ce n'étoit point des magistrats qui devoient oublier les premiers combien on doit respecter la règle immobile de la pluralité de suffrages nationaux, à moins de renverser les plus solides fondemens de la liberté.

Depuis que la France est sortie de l'état de nullité où le despotisme l'avoit abaissée, le souverain est par-tout où est la nation ; la loi est par-tout où est sa volonté ; & depuis qu'il y a une nation en France, les tribunaux ne sont plus que des instrumens chargés de l'exécution des lois. Voilà les principes méconnus par les membres de la chambre des vacations de Rennes, sous le prétexte des chartes & privilèges de la Bretagne, & du serment qu'ils ont prêté d'en défendre la constitution.

C'est à l'examen des motifs & des titres dont s'appuyoient les magistrats Bretons, que la séance a été employée.

M. le vicomte de Mirabeau s'est déclaré le défenseur des magistrats ; il a invoqué, comme eux, les traités, les chartes, les privilèges & ce gotique édifice de loix anciennes, qui étoient propres à effrayer le despotisme mi-

nissériel, mais qui sont foibles contre la liberté nationale établie sur une bonne constitution.

M. le vicomte a fait valoir encore le même motif, pris de ce qu'ils n'étoient que des individus isolés, sans caractère pour prendre un arrêt & pour enregistrer les lettres-patentes. Il a prétendu ensuite que les adresses des municipalités ne pouvoient abolir les privilèges dont les cahiers des députés à l'assemblée nationale exigeoient impérativement le maintien.

M. Chapelier a pris ensuite la parole ; il a peint, avec la plus grande énergie, les abus énormes que les ordres privilégiés s'efforçoient de maintenir dans la province de Bretagne, les violations de la constitution même faites par le parlement dans l'enregistrement des impôts ; l'oppression humiliante sous laquelle gémissoit le peuple, les malheurs qui avoient résulté de la cessation de toute justice dans la province ; & enfin, les nouveaux efforts que quelques gentilshommes Bretons faisoient pour exciter des troubles dans les campagnes, en dictant des délibérations aruifées.

M. Chapelier n'a pas cru devoir présenter un décret, ne voulant pas invoquer des peines contre ses concitoyens.

On a applaudi son éloquence & sa générosité, & l'assemblée a demandé l'impression de son discours.

Sur quelques difficultés qui paroissoient s'élever dans l'assemblée, plusieurs membres ont demandé que le discours de M. le vicomte de Mirabeau, qui étoit écrit dans un sens opposé, fût aussi imprimé ; il a été ordonné qu'ils seroient imprimés ensemble.

M. Frondeville, dont l'éloquence pathétique avoit eu tant de succès dans la défense de ses chers confrères du parlement de Rouen, a pris aussi celle de ses confrères bretons ; mais son style a été différent. Il a d'abord fait usage

des mandats impératifs & de deux articles de contrats de réunion de la Bretagne à la France ; mais ces moyens un peu surannés ne réussissant pas , il a cru que les grands mots d'honneur & de serment produiroient plus d'effets.

« Vous ne pouvez , a-t-il dit , punir l'attachement à la foi jurée. La religion du serment fut toujours respectée chez tous les peuples. On accuse les magistrats de Rennes d'avoir suspendu leurs fonctions , & d'avoir privé la province de toute justice. Mais la liberté ne seroit-elle donc que pour les autres citoyens & non pour les magistrats ?

L'orateur concluoit enfin que les magistrats étoient irréprochables d'avoir défendu la constitution de leur pays , puisqu'elle n'avoit pas encore été anéantie. Son opinion a été qu'il n'y avoit lieu à délibérer , que les magistrats de Rennes devoient être invités à se retirer dans leur patrie , en déclarant qu'ils étoient placés sous la sauve-garde de la loi.

M. Barnave a succédé à M. de Frondeville , pour soutenir l'opinion contraire. « Le député de Bretagne , a-t-il dit , vous a fait connoître les faits , il me reste à caractériser le délit commis par les magistrats de Rennes , à indiquer la peine qui doit lui être infligée , & le tribunal qui doit la prononcer.

» Le peuple Breton , en envoyant ses députés pour délibérer à l'assemblée nationale , a reconnu l'union de cette province au royaume de France ; il s'est soumis aux décrets de l'assemblée , il y a concentré sa représentation ; son intention a été manifestée de nouveau par ses adhésions. Les décrets de l'assemblée doivent donc être exécutés en Bretagne , sans qu'il soit besoin du consentement des états que cette province désavoue , moins encore du parlement qui n'a que des fonctions exécutives , & qui dans tous les cas ne peut qu'adopter aveuglément les décrets du pouvoir législatif.

Cependant le décret qui proroge les vacances des parlemens, a été inutilement présenté à la chambre des vacations de Rennes ; elle a désobéi à la nation & au roi , & elle a laissé le peuple Breton privé de la justice qu'elle lui devoit.

Dans votre indulgente sagesse vous avez voulu examiner encore avant de punir, & vous avez mandé la chambre des vacations pour rendre compte de ses motifs.

L'ont-ils justifiée ? Non , ils ont présenté l'aveu de sa faute , & l'ont aggravée ; insulter à la majesté nationale , insulter au peuple Breton qu'ils veulent retenir dans l'esclavage , & qu'ils accusent de s'abuser lorsqu'il s'éclaire enfin sur leur oppression ; jeter le gage de la discorde entre la France & la Bretagne ; invoquer des sermons après les avoir tous méprisés ; demander des lauriers à la nation pour prix de la servitude qu'ils lui imposent , voilà la justification qu'ils ont osé vous offrir. Inconcevable langage ! s'il étoit quelque délire que l'habitude du despotisme & l'ivresse de l'orgueil ne pussent pas expliquer.

Ainsi à la désobéissance , au mépris de tous ses devoirs , la chambre des vacations a ajouté une irrévérence séditieuse.

Si elle étoit rigoureusement traitée, aucune peine ne seroit trop sévère ; mais la plus douce sans doute est d'éloigner de toute fonction publique des hommes réfractaires à la loi & opposés à la constitution de leur pays ; c'est aussi celle que je vous propose.

Qui la prononcera ? Vous ; nous le pouvons , & il est indispensable de le faire. Je n'ai pas besoin de m'appuyer sur l'universalité du pouvoir constituant que la nation vous a commis & que vous exercez. Quiconque exerce un pouvoir public a reçu avec ses fonctions les moyens de repousser ceux qui les usurpent. Chargés par-dessus tout de donner à la France une constitution , vous êtes

autorisés à faire tout ce que son établissement exige, à repousser, à punir ceux qui la contrarient, à plus forte raison, à prononcer contre eux une censure sévère sans doute, mais bien douce encore en la comparant à leur faute.

En les punissant, vous les sauvez; car si vous faissiez le châtelain de leur cause, il n'est pas de rigueur à laquelle ce tribunal, étroitement soumis à la loi, ne fût obligé envers eux.

Enfin vous remplissez ce que notre situation exige, par-dessus tout la promptitude d'un grand exemple.

Il est temps de contenir les ennemis de la constitution, & de rendre le courage à ceux qui la défendent. Les parlemens, les défenseurs de l'ancienne aristocratie, sont plus que jamais coalisés. De toutes parts, on sème les calomnies, on répand des libelles séditieux; une partie du peuple peut se laisser tromper & nous préparer d'affreuses catastrophes. Ces hommes aveugles & lâches qui ne savent pas encore préférer le titre de citoyen libre au droit d'humilier leurs semblables, n'ont pas perdu l'espoir de renverser votre ouvrage; assez insensé pour ne pas voir que le premier signal des combats seroit celui de leur destruction, il méditent des scènes sanglantes, & ils osent envisager les désastres de leur patrie comme une consolation pour eux. C'est donc en leur faveur que j'invoque votre pitié, quand je vous invite à prévenir les effets de leur aveugle rage; vous leur devez votre pitié. Une sévérité modérée peut aujourd'hui prévenir des maux incalculables. »

M. Barnave a proposé le décret suivant :

» L'assemblée nationale, considérant que les loix ne sauroient être exécutées par ceux qui affectent de les méconnoître, & que la constitution ne doit pas être confiée

à ceux qui se sont montrés opposés à son établissement ; voulant au surplus user d'indulgence envers les membres de la chambre des vacations du parlement de Rennes , à raison des préjugés & des erreurs invétérés qui peuvent avoir contribué à les égarer , & déclare que les membres de ladite chambre des vacations sont incapables de remplir aucunes fonctions attribuées à leurs officiers, non plus , aucun emploi public dans la constitution qu'elle est occupée à établir.

M. Despréménil a annoncé qu'il n'emploieroit pas d'éloquence , & il a tenu parole. Il est vrai qu'au lieu d'embrasser cette cause par les grands rapports de droit public , comme membre du corps législatif , il l'a défendue avec les moyens de logique & de raisonnement qu'on emploie dans le tribunal des loix. Il a beaucoup appuyé sur les privilèges , les traités & les mandats ; il a fini par cet argument : *Comme individus les magistrats de Rennes n'ont pas abandonné leurs fonctions ; comme corps leurs pouvoirs étoient expirés.* En général , il a pensé que les magistrats de Rennes étoient dignes d'éloge de la part de tous les hommes courageux. Enfin , il a proposé un décret , dont le sens étoit qu'il seroit répondu aux membres de la chambre des vacations « : Allez dire à vos compatriotes qu'ils n'ont pas de meilleurs amis que nous , & de meilleurs citoyens que vous ». Nous croyons pouvoir annoncer , sans nous compromettre , que ce décret ne sera pas celui qu'adoptera vraisemblablement l'assemblée nationale.

M. de Mirabeau a parlé ensuite. C'est une observation qui a dû être faite par les spectateurs , que les orateurs sembloient s'être partagé les moyens. M. Chapellier avoit présenté la conduite des magistrats sous le rapport de jurisculte & de publiciste qui connoît les abus des cours judiciaires & la constitution de son pays ? M. Bar-

l'ave avoit présenté les grands principes & les vues supérieures qui devoient faire destituer les juges de leurs offices. M. de Mirabeau, après avoir refusé quelques argutiers de M. Duval, a versé à pleines mains sur la conduite & le discours des magistrats de Bretagne ce ridicule âcre qui n'épargne rien ; il a vengé le peuple de ces vieux préjugés, dont le fardeau humiliant lui étoit encore présenté par ses juges. » Que peuvent, disoit-il, les efforts des pygmées qui se roidissent contre une grande révolution qui doit changer la face du globe & le sort de l'espèce humaine ? Quels projets peuvent désormais refuser les destinées d'une grande nation ? »

Nous regrettons de ne pouvoir inférer ici quelques-uns des morceaux préparés du discours de M. de Mirabeau. Certains réunissent les meilleurs moyens de défense à l'éloquence la plus forte. Nous sommes obligés de nous borner à faire connoître le décret qu'il a proposé en ces termes :

» Arrête que les citoyens chargés de fonctions publiques, qui déclarent que leur conscience & leur honneur leur défendent d'obéir à la loi, se reconnoissent par-là même, incapables d'exercer aucune fonction publique ».

» En conséquence l'assemblée nationale déclare les magistrats de la chambre des vacations de Rennes, par le fait de la déclaration même qu'ils ont proférée en sa présence inhabiles à exercer aucune fonction publique, jusqu'à ce qu'ils aient reconnu leur faute, & juré obéissance à la constitution.

» Quant au crime de lèse-nation dont ils sont prévenus relativement à leur désobéissance au décret sanctionné par le roi, l'assemblée en renvoie la connoissance au tribunal déjà chargé provisoirement de connoître des délits de cette nature ; ordonne que lesdits magistrats seront inces-

samment traduits pardevant ledit tribunal , pour leur procès leur être fait jusqu'à jugement définitif.

» Arrête de plus qu'elle commet quatre membres de l'assemblée pour assister le procureur du roi du siège du Châtelet dans l'instruction & la poursuite de cette affaire. »

Peut-être les deux parties de ce décret sont-elles inaliénables , & le concours des deux dispositions blesseroit-il la grande maxime de l'humanité & de la raison écrite au milieu des loix criminelles les plus barbares : *non bis in idem*.

La discussion de cette affaire , qui , au sein des troubles , intéresse vraiment la sûreté nationale , sera continuée lundi.

Demain point de feuille.

A V I S.

N. B. MM. les souscripteurs , dont l'abonnement finit au cent-quatre-vingtième numéro, sont priés de renouveler, afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.